

kit de la victoire,

**dès mercredi 21
mars 2007,
dans toutes les fédérations,
les sections et sur
www.parti-socialiste.fr**

Le mardi 20 mars débute la campagne officielle. Le 1er tour aura lieu dans moins de 40 jours. Mais vous, militants et élus socialistes, vous faites connaître les idées de notre candidate Ségolène Royal, depuis plusieurs mois. Sur les marchés, sur les forums, dans les débats ou lors de vos discussions amicales et familiales, vous portez et défendez le Pacte Présidentiel.

Pour que ces dernières semaines de campagne soient celles qui mènent à la victoire de Ségolène Royal, au changement utile pour la France et à la confiance retrouvée pour tous les Français, nous vous proposons le Kit de la Victoire.

Ce Kit de la Victoire est le vade-mecum de tous ceux qui veulent convaincre leurs amis, leurs relations, leurs collègues que c'est Ségolène Royal la candidate du changement, le vrai dont la France a besoin. Le Kit de la Victoire rassemble 12 fiches reprenant les éléments fondamentaux du Pacte Présidentiel, du parcours et du projet de Ségolène Royal, et de la candidature de ses principaux adversaires.

C'est grâce à vous, par votre action quotidienne, votre implication à défendre avec justesse et clarté les idées du Pacte Présidentiel que Ségolène Royal gagnera l'élection présidentielle.

Ségolène compte sur chacun de vous.

**kit
de la
victoire ,**

**en 12
fiches**

www.parti-socialiste.fr

“Mon équipe de campagne, c'est vous, déployez-vous, partez convaincre, soyez fiers de cette espérance. N'ayez peur de rien !”

I) Ségolène Royal : le changement, le vrai

1. Ségolène Royal : une Présidente pour la France
2. Le Pacte Présidentiel : le projet et sa cohérence

II) La Droite sous toutes ses formes

3. Nicolas Sarkozy, le candidat sortant : un bonimenteur au bilan consternant
4. La rupture de Nicolas Sarkozy : un danger pour la France
5. « L'autre chemin » de François Bayrou mène à droite
6. Le Front National est toujours aussi dangereux

III) Les forces du Pacte Présidentiel

7. La croissance au service du pouvoir d'achat
8. Aider les familles : un investissement rentable
9. La réussite éducative et culturelle
10. La lutte contre toutes les formes de violence
11. L'excellence environnementale
12. Une France plus forte dans un monde plus juste

1/ Ségolène Royal : une femme d'expérience

Ségolène Royal est le produit de la **République du mérite**. Elève boursière de province issue d'un milieu moyen, elle a réussi le concours très exigeant de l'Ecole Nationale d'Administration.

Dès l'âge de 29 ans, Ségolène Royal a travaillé **aux côtés de François Mitterrand à l'Elysée**, chargée, entre autres, de l'organisation des sommets internationaux. Cette connaissance de la fonction présidentielle et des rouages de l'Etat lui a permis, lorsqu'à 40 ans, elle est devenue membre du gouvernement, de maîtriser pleinement les dossiers difficiles dont elle avait la responsabilité.

Trois fois ministre, en 1992 à l'Environnement, en 1997 à l'Enseignement scolaire et en

2000 à l'Enfance et aux Personnes handicapées, elle est à l'origine de **réformes emblématiques qui ont marqué l'évolution de notre pays** (loi contre le bruit ; loi relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs ; mise à disposition de la pilule du lendemain dans les lycées...).

Députée des Deux-Sèvres depuis 1988, toujours réélue avec succès, Ségolène Royal a été **le symbole de la « vague rose » des élections régionales de 2004** en devenant, dans le fief du Premier ministre d'alors, Jean-Pierre Raffarin, présidente du conseil régional de Poitou-Charentes où ses réalisations sont montrées en exemple dans de nombreux domaines.

2/ Ségolène Royal : une femme de courage

Sans conteste, Ségolène Royal a réussi à **bousculer les cadres traditionnels de la vie politique française**, sans jamais céder à ceux qui lui contestaient le droit de **faire de la politique autrement et de proposer une voie nouvelle pour la France** (cf. construction d'une République nouvelle : non-cumul des mandats pour les parlementaires, introduction d'une part de proportionnelle pour l'élection des députés, referendum d'initiative populaire). Cette conception puise sa source dans les changements de notre société, dans les attentes nouvelles des

Français vis-à-vis de la puissance publique. Ségolène Royal est parvenue à faire de ce désir ardent de la population le terreau de **son programme pour la France, qui refuse les carcans et les idéologies. Un programme de gauche, socialiste** (cf. SMIC à 1.500€ ; mensualisation et hausse immédiate de 5% des petites retraites et de l'allocation adultes handicapés ; soutien scolaire gratuit dans l'école...) **qui ne se soumet à aucun stéréotype** (cf. réforme de l'Etat pour le désendetter) et **ne connaît aucun tabou** (cf. développement des centres

éducatifs renforcés ; augmentation des moyens de la justice des mineurs pour que les peines soient immédiates et proportionnées...).

Un programme qui révèle la force de Ségolène Royal, qui lui donne une capacité

3/ **Ségolène Royal : une femme d'écoute et de rigueur**

Son volontarisme personnel et politique, Ségolène Royal refuse d'en user pour soumettre ou assujettir les autres. Bien au contraire, sa conduite des affaires publiques a toujours été caractérisée par **le respect, l'écoute, le sérieux et la rigueur. Respect des engagements pris devant les électeurs**, en faisant régulièrement le point sur l'avancement du programme : Présidente de Poitou-Charentes, elle établit chaque année un bilan d'étape devant les élus, en insistant d'abord sur **l'évaluation et l'efficacité des mesures votées**, parce qu'il en va de l'argent du contribuable (d'où son insistance à lutter contre les gaspillages, à maîtriser la dette et le train de vie de l'Etat). Pour Ségolène Royal, le maître mot est en effet **« un euro dépensé doit être un euro utile »** (depuis 2004, elle a profondément changé les aides économiques régionales pour obtenir le même volume de créations d'entreprises avec deux fois moins d'argent dépensé !).

Même si elle bouscule parfois certains intérêts (lucide sur les dégâts économiques, sociaux et écologiques d'une agriculture exclusivement intensive, Ségolène Royal est vivement opposée à la PAC ; et a interdit

4/ **Ségolène Royal : une femme pour le socialisme du 21ème siècle**

L'engagement et l'action politique de Ségolène Royal témoignent de **son attachement à un socialisme moderne, porteur d'émancipation individuelle dans une société plus juste et plus solidaire**. Cela explique qu'elle ait mis au cœur de son Pacte Présidentiel la notion de capital humain : si l'action publique garantit réellement le droit à la santé, à la culture et

de résistance dont beaucoup doutaient, et qui, refusant de laisser la Droite s'approprier des thématiques telles que la famille, la sécurité et la réussite, en fait **un adversaire redoutable pour Nicolas Sarkozy**.

en Poitou-Charentes les cultures d'OGM en plein champ), **cette rigueur de gestion ne pénalise ni l'intérêt général, ni sa ligne progressiste de gauche** : au Ministère de l'Environnement, de 1992 à 1993, Ségolène Royal a été précurseur dans la prise en compte des enjeux d'aujourd'hui (cf. **création d'une Direction des Eaux, loi de juillet 92 sur le traitement et le recyclage des déchets...**), au Ministère de la Famille, de 2000 à 2002, elle a créé le **congé paternité, mesure concrète et hautement symbolique pour l'égalité hommes-femmes**, et œuvré pour concilier vie professionnelle et familiale, en lançant un **vaste plan de construction des crèches** (plus de 20 000 places nouvelles). Résultant d'un examen approfondi de la situation sociale, en liaison constante avec les citoyens, via les instruments de démocratie participative qu'elle a créés, l'action de Ségolène Royal donne ainsi tout son sens à la méthode du Pacte Présidentiel : **écouter avant de décider, ne s'engager que sur ce qui pourra être réalisé, toujours mesurer la pertinence de son action à l'aune des aspirations de ses concitoyens**.

à la formation, au logement, alors chacun pourra **maîtriser, choisir sa propre vie ; puis donner en retour le meilleur de lui-même à la société**. Son projet d'instaurer la gratuité des soins pour tous les enfants de moins de 16 ans illustre cette volonté d'instaurer une **égalité réelle**, dont elle a eu maintes fois l'occasion d'administrer la **preuve** : ministre à l'Enseignement scolaire de 1997 à 2000,

elle a permis à des milliers d'élèves handicapés de suivre une scolarité normale (plan Handiscol) ; elle a redonné leur place aux parents d'élèves ; elle a protégé de la violence les plus faibles en faisant voter en 1998 une loi contre le bizutage.

Ségolène Royal sait que pour rendre la France plus solidaire, il faut aussi **redonner sa force au pacte républicain**. C'est pour cela qu'elle a fait de **la rénovation démocratique** (de toutes les formes de démocra-

5/ Ségolène Royal : la candidate du changement

Ségolène Royal incarne la seule rupture avec la politique menée depuis cinq ans. Son Pacte Présidentiel démontre sa volonté de faire de la politique autrement.

Elle incarne un nouveau **souffle démocratique** pour le pays. Elle propose une présidence de la République fondée sur le principe de responsabilité et dans le respect des institutions profondément renouvelées. Ségolène Royal aspire à devenir **la Présidente de tous les Français**. Elle rassemble les générations et veut renforcer la cohé-

tion sociale. Elle se refuse à opposer les Français entre eux comme le font, à des fins clientélistes, ses adversaires. Elle incarne un nouveau socialisme prêt à relever les défis du monde moderne, loin des vieilles lunes réactionnaires et ultralibérales incarnées par Nicolas Sarkozy. **Ségolène Royal Présidente de la République, c'est l'assurance d'un avenir où la France sera, pour tous, plus juste, plus humaine, plus forte.**

kit
de la
victoire,

1/ refonder la confiance dans l'avenir

Beaucoup de Français doutent, se résignent ou sont en colère. **Ségolène Royal a d'abord voulu les entendre, les écouter pour agir juste.**

Les gouvernements de Droite ont aggravé cette crise qui minent notre société : ils ont toléré des inégalités sociales de plus en plus visibles, accumulé les déficits publics et sociaux, handicapé la compétitivité de l'économie, en abandonnant toute politique industrielle digne de ce nom, en méprisant le dialogue social, etc.

Il faut reprendre l'initiative et refuser une société émietlée où tout dresserait des Français les uns contre les autres, dans les tensions et les conflits permanents.

2/ une économie efficace au service du citoyen

La France a les moyens de reprendre en main son destin économique, de se relever :

elle a les ressources, les atouts, les talents pour faire face aux défis de la mondialisation et qui ne demandent qu'à s'épanouir. Pour ce faire, il faut remettre la machine en marche et instaurer des cercles vertueux :

Relancer la croissance :

- Par le pouvoir d'achat : relèvement du SMIC à 1 500 euros le plus rapidement possible ; mensualisation et hausse immédiate de 5 % des petites retraites et de l'allocation

Le « Pacte présidentiel », fondé sur l'écoute de centaines de milliers d'interventions lors des débats participatifs organisés par Ségolène Royal, a pour ambition de mettre la société française en mouvement, de faire que la France se redresse et que chacun l'aime, se retrouve en elle et accomplisse le vrai changement qu'il est aujourd'hui urgent de réaliser. Il propose à chacun de participer à cet avenir, et veut donner à chacun la chance de réussir dans sa vie. **Il veut refonder la confiance en engageant chacun à contribuer à cette révolution démocratique sur le principe qu'à chaque droit correspond un devoir.**

tion adultes handicapés ; mise en place d'indices des prix reflétant la réalité des dépenses des ménages ; une Conférence nationale qui mènera une négociation sur l'ensemble des salaires.

- Par une politique fiscale juste : rééquilibrage des prélèvements entre le travail et le capital ; taxation des rentes et des nuisances environnementales.
- Par l'innovation : augmentation de 10 % par an du budget de la recherche et de l'innovation ; soutien aux petites et moyennes entreprises ; concentration des aides sur

les entreprises qui embauchent et investissent.

- Par l'Europe : véritable gouvernance économique allant vers une coordination des politiques économiques et fiscales ; révision des critères de Maastricht pour permettre les investissements dans la recherche et l'innovation.

La Réduction de la dette :

L'Etat est notre bien commun, sa bonne gestion est le premier devoir des gouvernants. Il est urgent de stopper le cercle de la dette qui utilise les impôts pour financer des rentiers. Cette lutte contre la dette passera :

- Par une réforme de l'État pour qu'un euro dépensé soit un euro utile.
- Par la stabilisation des prélèvements obligatoires facilitée par la croissance.

3/

le progrès pour tous, le respect pour chacun

Ce dynamisme retrouvé permettra de fonder les nouvelles solidarités. Le Pacte présidentiel, c'est aussi :

Une société du travail pour tous :

- Ouverture d'un droit à un premier emploi pour les jeunes, la création de 500 000 emplois tremplins.
- Mise en place d'une sécurité sociale professionnelle garantissant un revenu et une qualification à tout salarié licencié.

Une société qui prépare l'avenir :

- Promotion de l'éducation.
- Effort massif pour lutter contre le réchauffement climatique et préparer l'après-pétrole.

Mobiliser tous les Français :

- Par le dialogue social : des syndicats consolidés ; des règles nouvelles pour la démocratie sociale ; des droits des salariés renforcés dans l'entreprise ; une négociation collective dynamisée. Le Pacte présidentiel donnera une force nouvelle à la voix des travailleurs. Ainsi, il renforcera l'efficacité des entreprises au climat social apaisé, et l'efficacité des travailleurs qui sauront que leur travail est respecté.
- Par une République nouvelle : non-cumul des mandats pour les parlementaires ; introduction d'une part de proportionnelle pour l'élection des députés ; possibilité pour un million de citoyens de déposer une proposition de loi. Ségolène Royal veut une République irréprochable et impartiale.

- Prise en compte par les politiques publiques des réalités du vieillissement de la population, en consolidant notre système de retraites par répartition et en améliorant notre système de santé.
- Volonté d'aider la jeunesse à entrer dans la vie adulte pour l'emploi, le logement, la santé, la culture.

Une société du respect :

- Des moyens pour assurer une police de quartier proche des gens et pour une justice indépendante et diligente ;
- Une lutte contre toutes les discriminations, une population immigrée reconnue dans sa dignité, une Charte de la laïcité, la création d'un service civique pour les jeunes.

Ce sont là les conditions du changement profond qu'attend le pays. La France sera plus forte, pourra faire entendre sa voix en Europe et dans le Monde, si elle est rassemblée, en un mot, la France sera plus forte si elle est plus juste.

kit de la victoire,

Nicolas Sarkozy : un projet poli- tique dan- gereux pour la France

Si Nicolas Sarkozy n'a pas de programme précis et s'il multiplie les propos contradictoires (sur les baisses d'impôt, l'euthanasie...), il dévoile pourtant, au fur et à mesure de sa campagne et malgré ses propos racoleurs, sa vraie nature.

Son projet politique est profondément

1/

Nicolas Sarkozy veut précariser le travail

Travailler plus pour gagner plus ? Fausse liberté, vrai frein à l'emploi

C'est l'employeur et non le salarié qui décide des heures supplémentaires, qu'il peut même imposer. « Travailler plus » est donc une fausse liberté pour le travailleur mais peut en revanche devenir une vraie contrainte.

Les entreprises auront intérêt à charger leurs salariés les plus productifs d'heures supplémentaires exonérées plutôt que d'embaucher. Cette mesure empêchera la création

2/

Nicolas Sarkozy : le renoncement et l'affrontement

Les peines planchers : après le tout répressif, le tout carcéral

Nicolas Sarkozy propose des peines automatiques. Il nie ainsi la capacité des juges de comprendre et sanctionner avec justice. L'automatisation des peines multiplierait par trois le nombre de détenus dans des prisons déjà saturées. Elle empêcherait tout accompagnement et augmenterait ainsi le nombre de récidivistes. L'admiration de

libéral et fortement autoritaire.

Appliqué, il provoquerait un conflit permanent dans la société française : entre les générations, dans le monde du travail, sur les territoires et dans la vie politique.

Ce n'est pas ce que veulent les Français.

d'emplois stables et pénalisera les comptes de la Sécurité sociale.

Un CPE pour tous ? Le rêve de la fin du droit du travail

Nicolas Sarkozy souhaite un contrat avec une séparation sans motivation. Il parle d'un divorce à l'amiable, mais c'est le patron qui emporte les meubles. Derrière ses nombreux revirements sur le sujet, une chose est sûre : ce sera finalement la séparabilité imaginée par le MEDEF...

Nicolas Sarkozy pour le « tout carcéral » à l'américaine est mauvaise conseillère.

Après le démantèlement de la police de proximité, Nicolas Sarkozy prône une police des quartiers ?

Ce revirement cache mal son mauvais bilan sur la sécurité et le fait que les méthodes qu'il a imposées à la police (tout répressif, quotas d'interpellations et de gardes-à-vue...) se révèlent inefficaces.

3/

Nicolas Sarkozy : le candidat qui protège les très grandes fortunes, pénalise les plus pauvres et affaiblit les services publics

En multipliant les promesses électorales coûteuses il veut supprimer en même temps 68 milliards de recettes publiques

Nicolas Sarkozy a promis d'alléger les impôts quatre fois plus que Margaret Thatcher : promesse démagogique et irresponsable qui aggraverait les déficits publics et la dette... Proposition injuste : baisse d'impôts en faveur des mieux lotis (suppression des droits de succession, bouclier fiscal, réforme de l'ISF), augmentation des prélèvements pour le plus grand nombre (franchise de soin pour tous par exemple). À défaut de

diminuer les prélèvements obligatoires pour tous, il le fera uniquement pour les plus riches.

Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite :

Ce qu'il ne dit pas : cela signifierait concrètement une baisse massive du nombre de professeurs dans les écoles ou d'infirmières dans les hôpitaux, de policiers dans les quartiers...alors même que cela ne rapportera que peu de chose au budget de l'Etat (moins de 5 Mds € en 5 ans).

4/

Nicolas Sarkozy sous influence américaine

Au moment où notre pays est confronté à la mondialisation, Nicolas Sarkozy s'affirme comme le candidat du renoncement par un triple alignement :

1. L'alignement sur la politique étrangère des Etats-Unis, comme l'a si bien signifié sa visite à George W. Bush et, à cette occasion, ses propos dénonçant l'attitude arro-

gante de la France.

2. L'alignement de son projet au modèle économique et social anglo-saxon qui prône le chacun pour soi, comme en témoigne son dénigrement permanent du modèle français.

3. L'alignement sur le modèle sécuritaire et communautariste.

5/

Nicolas Sarkozy : la rupture... avec la droite républicaine ?

Nicolas Sarkozy qui essaye aujourd'hui pitoyablement de se présenter comme l'héritier de Jacques Chirac, n'a retenu de celui-ci que l'écart entre les discours et les actes, oubliant les valeurs essentielles de la République.

Dès que la compétition à Droite se fait plus dure et que le FN commence à exercer une pression, Nicolas Sarkozy court derrière

Jean-Marie Le Pen. De l'appel à donner des signatures à Jean-Marie Le Pen en passant par la création d'un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration, Nicolas Sarkozy s'éloigne de la règle d'isolement du FN qu'avait fixée Jacques Chirac.

À l'évidence pour le 2ème tour, Nicolas Sarkozy sait qu'il devra d'abord compter pour son élection sur le bon vouloir du FN.

kit de la victoire,

Nicolas Sarkozy, le candidat sortant : un bonimen- teur au bilan consternant

Nicolas Sarkozy gouverne le pays depuis 2002 en tant que « numéro 1 bis » de toutes les équipes gouvernementales de la Droite. Ministre de l'Intérieur et des Finances, il n'a jamais hésité à se mêler de tout, d'éducation et de justice notamment. Il préside le parti majoritaire au Parlement, le Conseil général le plus riche de France après avoir été maire de Neuilly, le ghetto des riches.

Détenteur de tous ces leviers d'action, en quoi son action, depuis cinq ans, a-t-elle permis d'améliorer la situation du pays ? Au-delà de l'agitation médiatique du candidat, l'examen des faits montre qu'il a été l'un des dirigeants de Droite les plus inefficaces. Sarkozy ne peut pas échapper à son bilan.

1/ sécurité : un bilan accablant, loin des promesses et des annonces

« Je n'ai pas été nommé pour stabiliser mais pour faire reculer la délinquance. Je veux être jugé sur mes résultats et s'il n'y a pas de recul durable de la délinquance, j'en tirerai toutes les conséquences. » (Nicolas Sarkozy, 2003)

- Le démantèlement de la police de proximité ;
- Plusieurs semaines d'émeutes dans les banlieues menant à l'instauration de l'Etat d'urgence en novembre 2005, à cause de ses discours provocateurs ;
- Les violences faites aux personnes en augmentation sur la période, selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur (+14% depuis 2002).

- Des statistiques « arrangées » sur instructions.
- Un sentiment d'insécurité qui ne faiblit pas dans les banlieues
- La violence politique n'a pas diminué en Corse malgré 22 visites médiatiques sur place.
- Une volonté de mettre au pas la justice, privée de moyens mais sans cesse montrée du doigt.
- Une attitude de défiance permanente sur les juges, les travailleurs sociaux, les enseignants... pour justifier les insuffisances de son action.

2/ finances et économie : déficits et préservation des intérêts des plus favorisés

Comme lors de son passage au Ministère du Budget, sous Balladur, Nicolas Sarkozy a

été le champion de la dette et de la baisse du pouvoir d'achat.

- En 2004, le budget préparé par Nicolas Sarkozy multiplie **les cadeaux fiscaux aux plus riches** (ISF, héritage) **mais constate une hausse globale des prélèvements obligatoires. La baisse de 5 % des prix de la grande distribution promise n'a jamais eu lieu.**
- **La France ne parvient plus à réduire les déficits publics.**
- **Le déficit commercial atteint un record en raison de la baisse de compétitivité de nos entreprises.**
- **La croissance la plus faible de la zone Euro.**

- Le déficit de la Sécurité sociale explose, la dette s'accumule pour les générations futures et l'accès aux soins se dégrade.

Le candidat-sortant, ne peut pas compter sur sa gestion dans les Hauts-de-Seine pour rattraper son bilan gouvernemental :

- **La précarité y a explosé**, avec une augmentation des RMIstes de 50% depuis 2002.
- **La moitié des villes du département n'applique pas la loi fixant à 20 % la part des logements sociaux dans les communes ;** Neuilly-sur-Seine, dont il est vice-maire, en compte péniblement 3%.

kit de la victoire,

« L'autre
chemin » de
François
Bayrou mène
à droite

François Bayrou construit sa candidature sur un prétendu « ni droite-ni gauche ». Rien de plus ancien et de plus racoleur que ce discours. C'est à la fois une supercherie politique et une illusion institutionnelle. La France

et la démocratie ont besoin de choix clairs. Le centre que représente le candidat de l'UDF n'est pas neutre dans notre pays. Il est enraciné à droite, tant dans son assise que dans les actes.

1/

François Bayrou : la droite dans les faits

François Bayrou a accompli toute sa carrière à droite. Il a soutenu Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy. Il a été ministre d'Edouard Balladur puis de Jacques Chirac, de 1993 à 1997. Entre 2002 et 2007, l'UDF a voté tous les textes majeurs, et presque toutes les lois importantes et les budgets.

François Bayrou dirige un parti dont les élus travaillent, partout et toujours, avec l'UMP, dans les régions, les départements et les municipalités. Aux récentes élections municipales partielles, ou lors des Régionales de 2004, l'UDF et l'UMP ont fait liste commune. François Bayrou lui-même a fusionné sa liste avec l'UMP.

2/

François Bayrou : la droite dans les idées

Même s'il critique de plus en plus Nicolas Sarkozy, d'autant plus facilement que celui-ci se radicalise, le programme économique et social de François Bayrou est « UMP compatible ».

Comme Nicolas Sarkozy, il fait l'impasse sur le pouvoir d'achat des salariés et des retraités. « Travailler plus pour gagner plus » ? François Bayrou ne dit pas autre chose quand il propose d'exonérer de charges les heures supplémentaires, oubliant comme l'UMP que sur ce point, ce sont les employeurs qui décident, pas les salariés.

Pour lutter contre le chômage, François Bayrou prône... encore la baisse des charges, cette fois sur les deux derniers sala-

riés embauchés. Si elle était appliquée aujourd'hui, cette mesure coûterait 4 milliards d'euros à la Sécurité sociale, une mesure dangereuse et inefficace !

En matière fiscale, seule la baisse de l'impôt de Solidarité sur la Fortune semble le préoccuper.

En réalité, François Bayrou n'a rien d'autre à proposer que ce qui a été fait sous tous les gouvernements de droite et qui a échoué. De droite en économie, il est également conservateur sur les questions de société : il s'est ainsi prononcé contre le PACS, s'est abstenu de voter la loi sur le voile et reste flou sur la question de la fin de vie...

3/ **Bayrou Président ? La France bloquée pendant 5 ans !**

Au lieu de dire clairement avec qui il compte gouverner, **François Bayrou maintient les Français dans le flou d'une construction politique chimérique et dangereuse : « l'union nationale » qui n'est que l'alliance des contraires.**

Ce n'est pas une nouvelle donne politique mais **une ligne opportuniste qui nourrit la confusion.** Elle a pourtant un but caché :

permettre à François Bayrou, en cas de qualification pour le second tour, de changer de discours en fonction de celui ou de celle auquel il sera confronté !

A ceux qui, à gauche, sont tentés par cette aventure, nous disons qu'**un tel non-choix affaiblirait gravement la gauche et conduirait la France au blocage, au risque des extrémismes.**

kit de la victoire,

**Le Front
National est
toujours aussi
dangereux**

1/ non, Le Pen n'a pas changé !

Dans les premiers temps de la campagne, **Jean-Marie Le Pen a voulu présenter un visage moins caricatural.** Il a tenté de désacraliser le Front National et ses idées, en mettant en avant sa fille Marine, incarnation moderne du parti frontiste. **En faisant du chantage au parrainage, il a réussi une**

opération de légitimation démocratique validée, de façon ô combien médiatique, par Nicolas Sarkozy. Malgré cela, Jean-Marie Le Pen ne peut, au fur et à mesure de la campagne, s'empêcher de retourner à ses provocations naturelles.

2/ des analyses toujours démenties par les faits

Sur le fond, le Front National continue à dissimuler les véritables problèmes des Français à travers **des analyses simplistes et fausses.**

Avec lui, pas de question sociale, pas de problème de partage des fruits de la croissance, pas d'exigence de modernisation de notre industrie. **Le « capital apatride » ou « l'immigré qui prend le travail des Français » lui permettent de dissimuler toutes les**

véritables questions politiques.

Tant pis si les faits lui donnent tort. Il continuera à prétendre que les logements sociaux vont en priorité aux immigrés, que le déficit de la Sécurité sociale est de leur faute, tout comme l'augmentation de la délinquance pendant les 5 années de gouvernement Sarkozy... Pour l'instant, seul le réchauffement de la planète échappe à sa vindicte.

3/ des solutions toujours aussi inefficaces

Tout ceci est évidemment faux. Même s'il faut résoudre le problème du travail clandestin et repréciser certaines règles, **il n'y a pas d'immigration massive, a fortiori « d'invasion » de la France.**

Les immigrés ne prennent pas les emplois des Français, leur taux de chômage est plus élevé que la moyenne et ils occupent souvent des emplois dans des secteurs en

pénurie de candidats. Il y a en outre une grande hypocrisie dans l'utilisation de la préférence nationale : **Le Pen feint de viser les « étrangers » mais vise en réalité les Français issus de l'immigration qu'il veut opposer aux « Français de souche ».**

Le Pen veut exploiter le mécontentement des plus pauvres en leur faisant croire que les personnes encore plus pauvres, notam-

ment issues de l'immigration, sont responsables de leurs difficultés. Il transforme la question sociale en une question raciale et élude les vrais problèmes : la lutte contre

le chômage et la précarité, la répartition des richesses entre le capital et le travail, le pouvoir d'achat, la redistribution sociale...

4/ une politique profondément libérale et anti-européenne

Dans cette stratégie de recentrage, **Le Pen, comme il l'avait fait en avril 2002, essaye de se présenter comme le candidat des travailleurs.**

Mais en réalité, **le programme économique et social du FN est profondément libéral** : démantèlement de l'Etat, baisse de l'impôt sur le revenu et sur les successions ...

Le FN ne fait aucune proposition sur des mesures réelles et concrètes en faveur des plus pauvres.

Certes, les électeurs qui votent Le Pen veulent d'abord protester contre les partis

de gouvernement qui n'ont pas toujours su apporter des réponses à leurs difficultés. Mais le vote Le Pen n'améliorera pas leur situation.

Le véritable bouleversement du système aujourd'hui est proposé par Ségolène Royal, qui seule a tiré les leçons du 21 avril et du non au référendum européen, et qui a décidé d'écouter les Français, de les associer à la rédaction de son programme, de restaurer l'ordre autant que la justice et de lutter contre l'appauvrissement de pans entiers de la population.

1/ relancer la croissance, préparer l'avenir

Favoriser la recherche et aider les entreprises qui investissent :

- Augmenter le budget de la recherche et des crédits publics pour l'innovation de 10 % par an. 15% des aides données par l'Etat aux entreprises seront orientés vers la recherche-développement.
- Aider les entreprises qui investissent plutôt que verser des dividendes aux actionnaires.

Les PME sources de croissance durable :

- Sécuriser le parcours des jeunes créateurs en soutenant la création d'entreprises et mettre en place des Prêts à taux zéro.

- Aider l'accès des PME aux marchés publics.

L'Etat au service de la création de richesse :

- Réduire les risques de délocalisations en mettant en place une politique industrielle capable de préparer l'avenir et de réduire les risques de délocalisations (création d'une Agence nationale de ré-industrialisation).
- Réformer l'Etat avec un principe simple : « un euro dépensé doit être un euro utile ».

2/ favoriser l'emploi, des solutions cohérentes et crédibles

Aider les entreprises qui favorisent l'emploi durable :

- Conditionner les aides publiques à l'engagement de ne pas licencier quand l'entreprise dégagne des profits substantiels et obtenir le remboursement en cas de délocalisation.
- Moduler les aides aux entreprises et les exonérations de cotisations sociales en fonction de la nature des contrats de travail.

Le CDI est la base de notre contrat social :

- «Le CDI doit rester la base, car une société qui se précarise dans ses principes fondamentaux va à la dérive. Le CDI, c'est le droit - fondamental pour tout être humain - à la sécurité d'un salaire et à la dignité d'un métier. Il doit être la colonne vertébrale, et c'est par le dialogue social qu'il faut définir ce qui doit être assoupli... ».
- Supprimer le CNE.

Le droit au premier emploi pour tous les jeunes :

- Aucun jeune ne doit rester au chômage au-delà de six mois sans avoir accès à une formation, un emploi aidé ou un tutorat rémunéré.
- Ouvrir 500 000 emplois tremplins.

Une sécurisation sociale professionnelle :

- Un revenu de solidarité active (RSA) : amélioration d'un tiers de ses ressources à tout bénéficiaire de minima sociaux reprenant le travail.
- Renforcer la qualification des salariés

menacés de licenciement (validation des acquis de l'expérience professionnelle, reconnaissance à chacun, notamment si ses études ont été courtes, d'un droit à la formation et à la reconversion....).

- Une sécurité sociale professionnelle garantie par l'Etat pour permettre à chaque personne privée d'emploi de signer un contrat de droits et devoirs comportant une rémunération, pendant un an, égale à 90 % du dernier salaire net perçu, une formation qualifiante, une aide personnalisée à la recherche d'emploi. Cette prestation sera assurée par le service public de l'emploi.

3/ Ségolène Royal, la candidate du pouvoir d'achat

La valeur travail : une juste rémunération pour tous les salariés

- Le SMIC porté à 1500 euros le plus vite possible. Une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance avec les partenaires sociaux pour négocier la progression du pouvoir d'achat de tous les salaires modestes.
- Développer la négociation collective à tous les niveaux et sur tous les thèmes (organisation, conditions, aménagement du temps de travail, pénibilité, temps partiel subi...)

Permettre à tous une vie décente :

- Revaloriser immédiatement les petites retraites (première priorité de la réforme des

retraites) : augmentées de 5% et payées au 1er jour de chaque mois.

- Revaloriser immédiatement de 5% les allocations aux personnes en situation de handicap.
- Doubler l'allocation de rentrée scolaire versée aux familles en deux fois.
- Créer un service universel bancaire : tarifs bancaires réglementés par l'Etat ; agios et pénalités liées aux incidents de paiement plafonnés et systématiquement l'objet d'une facture.
- Mettre en place un indice des prix reflétant réellement la dépense des ménages modestes et dépendant ainsi de l'évolution de toutes les prestations sociales (minima sociaux, SMIC, retraites).

« Seule la gauche est capable de relancer la croissance et la confiance en augmentant le pouvoir d'achat car la justice sociale n'est pas un handicap mais un facteur de compétitivité, en investissant dans la Recherche et l'innovation, en choisissant résolument l'excellence environnementale, riche d'activités et de métiers nouveaux. »

1/ tout commence par le logement

Relancer la production de logements abordables pour tous :

- Construire 120 000 logements sociaux par an grâce à une incitation au livret A :
- Conditionner les avantages fiscaux don- nés et les aides publiques aux propriétaires à une modération des loyers.
- Avec les Régions, l'Etat aidera à la mise en place d'un programme de logement pour les étudiants et les jeunes travailleurs.

Un effort de solidarité dans l'ensemble des communes :

- L'Etat pourra se substituer aux maires qui n'appliquent pas la loi SRU pour construire des logements sociaux, c'est-à-dire avoir au moins 20 % de logement sociaux dans sa ville.

« L'Etat se substituera à la carence de ceux qui s'enferment dans l'égoïsme territorial en y lançant lui-même les programmes de logement nécessaires. »

- Sanctionner financièrement les commu- nes qui ne respectent pas le ratio moyen de un pour mille habitants pour les héber- gements d'urgence.
- Rendre réellement effectif le droit au lo- gement opposable.

Augmenter le pouvoir d'achat :

- Créer un service public de la caution pour assurer les impayés de loyer et éviter les expulsions en sécurisant les propriétaires. En contrepartie, les propriétaires s'engage- ront à une modération des loyers.
- Augmenter les allocations logement pour limiter à 25% le montant des dépenses de logement pour les ménages modestes.

« Le fossé –qui- se creuse entre la hausse des loyers d'un côté et les allocations loge- ments de l'autre, il faudra réduire cet écart, revaloriser les aides au logement en tenant compte de la hausse des loyers et mettre en place ce que le projet socialiste prévoit : le bouclier logement. Objectif très ambi- tieux, puisqu'il prévoit qu'aucune famille ne peut dépenser plus de 25% de son revenu pour se loger. »

Favoriser l'accession à la propriété pour tous :

- Encourager l'accès à la propriété par l'extension des prêts à taux zéro :
- « Nous devons favoriser l'accès à la pro- priété, parce que c'est un élément de sécurité. »**
- Dans le logement social, les locataires qui ont payé pendant 15 ans leur loyer auront un accès facilité pour accéder à la pro- priété.

2/ pour l'égalité devant les soins et la promotion de la santé

Garantir l'accès au soin sur tout le territoire :

- Refuser la « médecine à deux vitesses ». Quel que soit l'âge, les ressources ou le lieu de résidence, chacun doit pouvoir bénéficier d'un service public de la santé de qualité.
- Lutter contre la désertification médicale qui menace de nombreux endroits : banlieues, quartiers populaires ou territoires ruraux. Garantir la présence du service public grâce à l'installation de « dispensaires » modernes dans les territoires et dans les quartiers.
- Redonner les moyens nécessaires à l'hôpital, replacer l'hôpital public au centre du système avec des objectifs prioritaires et mesurables.

La santé pour tous :

- Mener un véritable effort de prévention et de promotion de la santé, par l'information et l'éducation, par une action ciblée envers les populations les plus exposées et les plus fragiles, comme les enfants et les personnes âgées. Développer la santé au travail et surveiller la qualité de l'alimentation.
- Mettre en place un grand plan de prévention et de recherche sur les maladies «

graves » : cancer, SIDA, Alzheimer, maladies orphelines...

- Mettre en œuvre une politique de lutte contre l'obésité, fondée sur une détection précoce et des actions sur la qualité de l'alimentation.
- Mettre en œuvre une carte santé jeune 16/25 ans ouvrant droit à la gratuité d'une consultation par semestre et offrir la possibilité d'une contraception gratuite pour les jeunes femmes de moins de 25 ans.
- Renforcer les moyens de la médecine scolaire et universitaire et Développer un véritable plan santé au travail en renforçant la médecine du travail.
- Réaffirmer le droit à la CMU et sanctionner les refus de soins.

Dépendance et Handicap une solidarité entre générations :

- Adapter les conditions d'attribution de l'allocation adultes handicapés (AAH) aux maladies évolutives à diagnostic incertain.
- Développer le maintien à domicile des personnes âgées.
- Augmenter le nombre de places dans les structures d'accueil existantes en renforçant la formation du personnel et sa qualification.

« Ces jeunes qui désespèrent de pouvoir vivre un jour de leur travail, ces salariés qu'on pousse vers la sortie bien avant l'âge de la retraite, ces familles qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, à se loger correctement, à élever leurs enfants, et qui s'endettent pour faire face aux dépenses courantes, est-ce cela la condition promise aux millions d'ouvriers, d'employés, de salariés mais aussi d'artisans, de commerçants, de petits agriculteurs et de retraités qui forment l'immense majorité du peuple français ? Je ne le crois pas et je ne le veux plus. »

1/ école, enseignement supérieur et recherche : les priorités du Pacte Présidentiel

Reconnaître la mission fondamentale des enseignants et donner à l'École de la République les moyens de sa réussite :

- Organiser des Etats généraux des enseignants pour améliorer leurs conditions de travail, assurer la pleine reconnaissance de leurs missions et préparer un plan pluriannuel de recrutement des enseignants, de formation et de résorption de l'emploi précaire.
- Faire de l'école, de l'enseignement supérieur et de la recherche la priorité budgétaire de l'Etat (augmentation de 10% par an des crédits).

Lutter contre l'échec scolaire :

- Mettre en place un service public de la petite enfance et la scolarisation obligatoire dès 3 ans pour assurer la maîtrise de la langue parlée et l'apprentissage des règles du bien vivre en société.
- Instituer le soutien scolaire individuel et gratuit pour tous les élèves afin de restaurer l'égalité des chances.
- Réformer les ZEP, notamment en limitant le nombre d'élèves à 17 dans les classes de CP et CE1.
- Augmenter la dotation pour les élèves en difficultés (25% de plus que la dotation ordinaire).

Réaliser la promesse républicaine de l'égalité scolaire :

- Réviser la carte scolaire pour supprimer les ghettos scolaires, assurer la mixité sociale et constituer des réseaux d'éducation prioritaire.
- Renforcer la présence adulte dans les établissements.
- Implanter des classes préparatoires aux grandes écoles dans les quartiers sensibles pour que l'excellence scolaire ne soit pas réservée aux centres-villes.
- Aider les parents en difficulté par la création des emplois-parents, la généralisation d'écoles de parents et des consultations de médiation familiale pour les aider à conforter leur autorité.

Donner à l'université les moyens de l'excellence :

- Doter nos universités de moyens financiers renforcés.
- Associer les régions à la remise à niveau des bâtiments et des logements universitaires.
- Créer un service public d'orientation pour que les jeunes soient parfaitement et clairement informés des débouchés offerts par chaque filière.
- Créer une allocation d'autonomie sous condition de ressources avec un contrat pour faciliter les études et l'entrée dans la vie active.

2/ Ségolène Royal est la seule candidate qui défendra vraiment l'école

Nicolas Sarkozy ou l'école dénigré et affaibli :

- Avec une augmentation limitée à 5% par an des crédits destinés à l'enseignement supérieur et la recherche, il ne veut pas préparer l'avenir de la France.
- Avec l'apprentissage à 14 ans, il refuse d'aider les jeunes en difficulté préférant les exclure au plus vite du système scolaire.
- Avec son peu d'intérêt pour les enseignants hormis pour les critiquer, les accuser de manquer d'autorité et faire de l'Ecole la cause de tous les échecs sociaux, il rompt la confiance nécessaire à la réussite de l'Education Nationale.
- Avec son envie de flatter les communautés, il détruit les fondements de l'Ecole républicaine laïque.

François Bayrou entre les échecs du passé et la confusion du présent :

- Il était incapable d'apporter des réponses aux nouveaux défis de l'Ecole et de l'Université et décidé à remettre en cause la loi Falloux au bénéfice de l'école privée lorsqu'il était ministre de l'Education Nationale (1993-1997) ;
- Il était réticent à défendre la laïcité en s'abstenant de voter la récente loi sur le voile ;
- Il est flou dans son programme présidentiel sur les enjeux de l'Ecole, de l'Université et de la Recherche.

3/ promouvoir la culture : un droit pour tous

« Ce que Jules Ferry a réalisé pour le calcul et la lecture, nous avons le devoir de le faire aujourd'hui pour les arts. »

- Inscrire l'éducation et la pratique artistique à tous les niveaux de la maternelle à l'université par la mise en œuvre d'un plan national, avec les Régions, d'aménagement d'équipement culturels dans les établissements scolaires et universitaires (salles

de répétition et de spectacles, ateliers-studios, matériels techniques...).

- Développer les partenariats avec les professionnels.
- Soutenir la création et l'emploi culturel.
- Rendre plus accessible les événements artistiques et culturels aux personnes défavorisées et au public populaire.
- Protéger le patrimoine.

« La gauche est seule capable de remettre l'éducation au cœur de tout, de remettre l'école d'aplomb, de remettre de la culture partout, sur tout le territoire, de donner à chaque enfant le droit à la culture et à une ambition scolaire ainsi qu'à la récompense de l'effort. »

1/ pour un droit à la sécurité

Lutter résolument contre les violences c'est :

- Apprendre la civilité aux enfants par des programmes d'éducation au respect de l'autre.
- Garantir à chacun de voyager sans crainte dans les transports en commun.
- Mettre en place des gardiens dans tous les immeubles sociaux.

Lutter contre les violences scolaires c'est :

- Renforcer la présence des adultes dans les établissements scolaires.
- Recruter des surveillants des collèges.
- Doter chaque établissement d'une infirmière scolaire et d'une assistante sociale à temps plein.

Lutter précocement contre la violence c'est :

- Mettre en place un encadrement éducatif renforcé et des tuteurs référents.
- Développer les brigades des mineurs dans chaque commissariat des grandes zones urbaines.

2/ pour une justice impartiale et efficace

« Les citoyens attendent une justice efficace, mais humaine [...]. La Justice doit avoir des moyens supplémentaires à la hauteur de ses missions. »

- Prendre des sanctions fermes et rapides.
- Mettre en œuvre des solutions nouvelles pour extraire les mineurs de la délinquance en développant des centres éducatifs renforcés :

« Faut-il fermer les yeux ou faut-il trouver des solutions respectueuses, préventives, fermes quand c'est nécessaire, mais qui s'appuient sur la conviction qu'aucun enfant n'est fichu d'avance, qu'aucun enfant n'est perdu ? »

Faire de la lutte contre les violences conjugales une priorité nationale par l'adoption d'une loi cadre.

« Ce sera le premier texte dont le nouveau Parlement sera saisi. »

Mieux assurer la sécurité quotidienne c'est :

- Créer une nouvelle police de quartier.
- Procéder à une répartition plus juste des effectifs (priorité aux zones sensibles).
- Affecter des policiers expérimentés dans les secteurs plus difficiles.

Améliorer l'aide aux victimes c'est :

- Faciliter et moderniser le dépôt de plainte pour briser la loi du silence.
- Mettre un avocat à la disposition des victimes de violences graves dans l'heure suivant le dépôt de plainte.

Doubler le budget de la Justice pour la rendre plus rapide et plus respectueuse des droits.

Faciliter l'accès à la justice des plus modestes c'est :

- Renforcer l'aide juridictionnelle.
- Renforcer les maisons de la justice et du droit.
- Mettre en place un service public d'aide au recouvrement des dommages et intérêts alloués aux victimes.

Protéger les citoyens c'est :

- Assurer la présence d'un avocat dès la première heure de garde à vue.
- Encadrer strictement le recours à la

détention provisoire.

- Renforcer les alternatives à la prison préventive.
- Assurer la réinsertion des détenus.
- Créer un organe indépendant de contrôle des prisons.

Lutter contre les discriminations c'est :

- Faire respecter l'égalité hommes-femmes, notamment au travail (charte pour l'égalité d'accès et l'égalité de traitement...) ;
- Renforcer les moyens de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE) ;
- Garantir l'égalité des droits pour les couples de même sexe.

« La sécurité ce n'est pas un problème de droite ou un problème de gauche. C'est une préoccupation des Français, en particulier des couches populaires. Mais pour y faire face, il existe une réponse de droite et une réponse de gauche. (...) Nous devons être lucides et fermes contre toutes les délinquances et contre toutes les causes. »

1/ pour préparer l'avenir

Soutenir massivement les économies d'énergie :

- Généralisation de l'isolation des logements (80 000 emplois créés).
- Développement des transports collectifs grâce à un prélèvement exceptionnel sur les superprofits des sociétés pétrolières.
- Application du principe pollueur-payeur ; développement du rail en substitution du transfert de marchandise par le fret.

Développer les énergies renouvelables, avec comme objectif qu'elles atteignent 20% de nos consommations totales en 2020 (70 000 emplois créés).

Créer un pôle public de l'énergie entre EDF et GDF.

2/ pour mobiliser la société

Créer un poste de vice-Premier ministre chargé du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Faire du CES le Conseil économique, social et environnemental.

Œuvrer à la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement.

Développer la valeur ajoutée environnementale :

- Conditionner les nouveaux permis de construire à l'adoption de normes de performance énergétique plus exigeantes.

- Encourager les éco-industries par une TVA tendant vers zéro.

Prévenir les impacts de la pollution sur la santé :

- Encourager par des incitations fiscales les industries qui s'engageront à éliminer les composés toxiques au-delà des contraintes REACH.
- Réduire l'utilisation des pesticides ; atteindre l'objectif de zéro déchet industriel d'ici 2012.

3/ pour une agriculture de qualité

Favoriser une agriculture qui assure une alimentation de qualité, respectueuse de l'environnement :

- Soutenir la valeur ajoutée de nos produits agricoles afin d'améliorer les revenus des agriculteurs et de faciliter l'installation des jeunes ;
- Promouvoir la réorientation de la PAC vers les aides agro-environnementales et assurer la transparence et une meilleure répartition des aides ;
- Transférer aux régions la gestion des aides directes ;

- Encourager la fourniture d'énergie alternative.

Arrêter les cultures OGM en plein champ, dans l'attente des résultats d'un grand débat public qui définira la politique à mettre en œuvre pour soutenir les cultures conventionnelles et préserver le développement de l'agriculture biologique.

Soutenir l'idée d'une « PAC mondiale » afin d'organiser les marchés de manière plus équilibrée.

« Nous ne devons pas avoir peur d'affronter cette réalité nouvelle. Au contraire nous devons faire face avec responsabilité et détermination, et saisir cette opportunité d'une transformation progressive mais profonde de nos modes de production et de consommation. (...) Aujourd'hui, j'ai placé l'excellence environnementale au cœur de mon programme et si je gagne la confiance de nos concitoyens, je placerai le développement durable au cœur de mon action. La France doit devenir exemplaire sur ce sujet. »

1/ une France plus forte

Pour une république nouvelle :

- Instaurer le mandat présidentiel quinquennal renouvelable une fois. Le Président de la République est responsable, par voie de destitution à l'initiative de l'Assemblée nationale.
- Instaurer le non cumul des mandats pour les parlementaires. Leur mandat est renouvelable deux fois.
- Supprimer le droit de veto en matière constitutionnelle pour le Sénat.
- Introduire une part de proportionnelle: pour l'élection des députés et modifier le mode de scrutin pour l'élection des sénateurs.
- Revaloriser le rôle du Parlement: le Premier ministre sollicitera dès sa nomination la confiance du Parlement, le vote bloqué et le 49-3 seront supprimés pour les lois ordinaires. La présidence des Commission des finances sera confiée à un membre de l'opposition.
- Refuser toute remise en cause de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, et intégrer à la Constitution une charte de la laïcité.
- Donner le droit de vote pour les élections locales aux étrangers séjournant régulièrement en France depuis plus de cinq ans.

- Confier aux Régions de nouvelles compétences en matière de développement économique.

Pour redonner le sens de la démocratie :

- Organiser systématiquement la concertation et la négociation préalablement à toute réforme en matière sociale : en fondant la représentativité des organisations sur l'élection et en généralisant le principe de l'accord majoritaire pour la validation des accords collectifs.
- Introduire la démocratie participative dans toutes les collectivités publiques (jurys citoyens, budgets participatifs, etc.). Des citoyens ayant recueilli un million de signatures pourront demander au Parlement l'examen d'une proposition de loi.
- Promouvoir un syndicalisme de masse: par un financement public transparent et en instituant une information systématique sur le droit syndical et les modalités d'adhésion lors de la signature du contrat de travail. Un crédit d'impôt sera accordé pour les cotisations syndicales.
- Renforcer les moyens de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations (HALDE).

Cette réforme des institutions sera soumise à référendum à l'automne 2007.

2/

pour rendre l'ordre du monde plus juste

« La République, pour nous socialistes, c'est le terreau fertile sur lequel nous ferons germer notre projet social enraciné dans un esprit de justice et qui s'adressera à tous. Nous avons besoin de ses outils pour pouvoir transformer par l'action résolue, le monde tel que nous le désapprouvons et en particulier les innombrables inégalités entre les pays riches et les pays pauvres qui ne font que se creuser. Il faudra le remodeler, pour qu'enfin ce monde soit celui de tous. »

Pour un nouveau souffle européen :

- Construire une Europe plus protectrice et plus en phase avec les besoins de ses citoyens: mettre en place rapidement des politiques communes ambitieuses sur les enjeux majeurs (recherche/innovation, énergie, environnement) ; préserver, par une directive-cadre le développement de services publics de qualité.
- Inscrire dans les statuts de la Banque centrale européenne l'objectif de croissance-emploi ; créer un gouvernement de la zone Euro.
- Tirer vers le haut le niveau de vie et la protection sociale dans tous les pays européens grâce à un protocole social;
- Négocier un traité institutionnel soumis à référendum pour que l'Europe fonctionne de manière plus démocratique et plus efficace.

- Doter notre défense nationale de moyens à la hauteur des risques nouveaux auxquels nous sommes confrontés. Notre capacité de dissuasion nucléaire doit être préservée.
- Inscrire notre effort de défense dans une politique européenne de sécurité : avec des coopérations en matière de recherche/innovation et d'équipements. L'objectif est à la fois de renforcer notre sécurité et de rationaliser nos dépenses.

Pour la paix dans le monde :

- Maîtriser la mondialisation en oeuvrant à une plus grande transparence et efficacité des instruments de régulation : introduire à l'OMC une hiérarchie des normes qui équilibre les mesures de nature commerciale par le respect des normes sociales et environnementales ; réformer profondément le FMI et la Banque mondiale pour en faire des instruments au service du développement humain ; mettre en place une taxe sur les flux financiers de type Tobin.
- Réviser notre politique d'aide au développement : passer à un véritable co-développement en favorisant les projets concrets associant directement les bénéficiaires.
- Lancer avec nos partenaires européens une initiative pour une Conférence internationale de paix et de sécurité au Proche Orient.

« Il nous faudra accomplir une révolution démocratique et mettre en place une nouvelle République. Ce que je vous propose, ce n'est pas une politique au rabais, sorte de gouvernance aseptisée réduite à la simple gestion à la marge du désordre des choses. C'est de mieux partager l'exercice du pouvoir pour que la France saisisse toutes ses chances en assumant cette « passion de l'égalité » qui est la sienne. »